

France/Politique

"Gilets jaunes" : le gouvernement espère la fin de la crise

AFP
Paris/France

Il y a eu moitié moins de manifestants samedi que les week-ends précédents. Pour autant, les "risques de reprise" ne sont pas à écarter.

LE gouvernement français espérait hier que la forte baisse de la mobilisation des "gilets jaunes" la veille sonne le clap de fin de ce mouvement social inédit, commencé il y a un mois et qui a secoué la présidence d'Emmanuel Macron.

La cinquième journée de manifestations a réuni samedi moitié moins de personnes dans les rues françaises que les semaines précédentes, marquant, selon Jérôme Sainte-Marie, sondeur à l'institut français Pollingvox, "la fin d'un cycle de mobilisation".

« Une étape est derrière nous, certainement, et je pense que c'est l'intérêt de tout le monde qu'il en soit ainsi, y compris des "gilets jaunes" », a déclaré hier le ministre français de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer.

Depuis le 17 novembre, les "gilets jaunes" - ces Français modestes se plaignant d'une fiscalité excessive et d'un pouvoir d'achat insuffisant - bloquent rond-points et axes routiers à travers la France.

Plusieurs zones de péages du sud du pays ont à nouveau été touchées par des incendies et dégradations dans la nuit de samedi à hier.

Si tous les blocages ne se lèveront pas en un jour, le gouvernement français ne



Photo : AFP

Des policiers intervenant pour dégager un rond-point bloqué par une manif des "gilets jaunes" près de Montpellier. Une crise dont le gouvernement espère la fin.

cache pas son soulagement. "Le temps du dialogue est venu", a souligné samedi le président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand.

"Les ronds-points doivent être libérés et la sécurité de tous redevenir la règle", a ajouté le ministre français de l'Intérieur Christophe Castaner.

Mais pas question de crier victoire et encore moins de conclure à une quelconque défaite des "gilets jaunes" qui ont obtenu bien plus que les syndicats ou partis d'opposition avant eux.

Annulation d'une taxe sur le carburant, gel des tarifs de l'électricité et du gaz, hausse de 100 par mois pour les salariés payés au salaire minimum, annulation d'une hausse d'impôt sur les petites retraites... la liste des concessions arrachées au président Macron est longue.

Richard Ferrand a encouragé les gilets jaunes à s'exprimer lors des prochaines élections, notamment aux européennes de mai 2019. "Qu'ils s'organisent, qu'ils fassent une plate-forme de propositions et qu'ils aillent aux élections", a déclaré ce proche du Président.

Mais certains partis en place espèrent les ramener dans leur giron. Le chef de file de la France insoumise (gauche radicale) Jean-Luc Mélenchon a estimé hier que le mouvement des "gilets jaunes" lui donnait "entièrement raison", jugeant qu'il reprenait "70%" de son programme de la présidentielle 2017.

L'ancien candidat socialiste à la présidentielle et fondateur de Générations, Benoît Hamon, a lui dit craindre que la présidente du Rassemblement national (RN), Marine Le Pen, rafle la mise et soit élue à la tête de l'Etat en 2022.

La dirigeante d'extrême droite est "hélas dans notre pays l'alternative la plus immédiate pour les Français qui appartiennent aux classes populaires", a-t-il déclaré, ajoutant : "Que ce soit elle la solution, c'est notre échec collectif".

Le RN (ex-FN, 21%) et La République en Marche de M. Macron (20%) arrivent largement en tête des intentions de vote pour les élections européennes, selon un récent sondage.

"RISQUE DE REPRISE" • Après quatre samedis de manifestations à Paris et en régions, dont trois émaillés de spectaculaires violences et dégradations, "ça s'apaise, mais ce qui reste de tout ça c'est une détestation très forte d'Emmanuel Macron", estime Hervé le Bras, de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

La popularité du prési-

dent est tombée à 23% de "satisfaits" (-2 points), contre 76% de "mécontents" (+3 points), selon un sondage publié par l'hebdomadaire Journal du Dimanche.

Emmanuel Macron "sera désormais obligé d'avoir une attitude plus attentive avec les corps intermédiaires, les syndicats ou les maires, et même directement au contact avec les Français", souligne le sondeur français Jean-Daniel Levy, de Harris Interactiv. Après la contestation de la taxe carbone, les revendications des "gilets jaunes" se sont rapidement élargies à la question globale du pouvoir d'achat avant de déborder sur d'autres thèmes. Samedi, les manifestants étaient nombreux à réclamer l'organisation d'un référendum d'initiative citoyenne, comme en Italie ou en Suisse.

Pour Jérôme Sainte-Marie, l'exécutif a vraiment intérêt à tenir ses promesses. "Si jamais les mesures concernant le pouvoir d'achat ne sont pas appliquées, il y a un risque de reprise de mobilisation très important. Car les gens ont pris conscience de leur pouvoir", dit-il.

L'essoufflement du mouvement est également vécu comme un soulagement pour l'économie française et notamment pour les petits commerces, qui, à l'approche des fêtes, ont fortement souffert de la mobilisation.

Le président de la Confédération des commerçants de France a estimé samedi que le mouvement représentait "une véritable catastrophe" pour eux, avec une baisse du chiffre d'affaires comprise entre "40% et 70%".

L'Afrique en bref

• Bénin/Politique. Un ancien ministre arrêté en Espagne

Komi Koutché, ancien ministre d'Etat du Bénin en charge des Finances sous le président Boni Yayi, a été interpellé vendredi soir par la police espagnole, a-t-on appris hier auprès de ses proches.

• Comores/Justice. Quatre proches de l'opposition condamnés à la prison à vie



La justice comorienne a condamné samedi soir aux travaux forcés à perpétuité quatre proches de l'opposition au président comorien Azali Assoumani reconnus coupables de "complot" et "d'atteinte à la sûreté de l'Etat".

• RD Congo/Elections. Un entrepôt de la Céni attaqué dans l'est

Les autorités congolaises ont affirmé qu'un nouvel entrepôt de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) avait été attaqué hier, à une semaine des élections prévues en République démocratique du Congo où les autorités parlent de fermer les frontières le jour du vote.

A travers le monde

• France/Justice. Benalla de nouveau mis en examen pour violences le 1er mai à Paris

L'ex-collaborateur déchu de l'Élysée Alexandre Benalla a de nouveau été mis en examen le 29 novembre pour des violences commises en marge du défilé du 1er mai à Paris, au Jardin des Plantes, quelques heures avant l'épisode de la Contrescarpe, a appris hier l'AFP de source proche du dossier.

• Sri Lanka/Politique. Réinvestiture du Premier ministre démis Ranil Wickremesinghe

Le Premier ministre du Sri Lanka renvoyé dans des conditions litigieuses, Ranil Wickremesinghe, 69 ans, a été réinvesti hier, a indiqué son parti, un retour qui met fin à sept semaines de chaos politique.

• Yémen/Crise. Les armes parlent toujours à Hodeida

La ville de Hodeida, port stratégique de l'ouest du Yémen et principal front du conflit, reste le théâtre de violents combats et raids aériens qui mettent en péril la trêve conclue en Suède sous l'égide de l'Onu entre forces loyalistes et rebelles Houthis.

Mali/Conflit

Le Premier ministre annonce des mesures pour la sécurité à Tombouctou

AFP
Bamako/Mali

LE Premier ministre malien a annoncé de nouvelles mesures pour renforcer la sécurité à Tombouctou, dont l'envoi de policiers, gendarmes et soldats supplémentaires dans cette région du nord du pays, après une montée de l'insécurité qui inquiète les populations.

"Trois cent cinquante éléments supplémentaires de la police, de la gendarmerie et de la garde nationale (une unité de l'armée) seront bientôt déployés dans

la ville de Tombouctou et dans la région du même nom", a déclaré samedi à la presse Soumeylou Boubeye Maïga, sans préciser de date. Son cabinet a évoqué "début 2019".

Le chef du gouvernement malien s'exprimait à Bamako, à son retour d'une visite de 48 heures dans la région de Tombouctou lors de laquelle il a rencontré des populations locales.

M. Maïga a également annoncé "l'accroissement des moyens logistiques des forces de sécurité, la création prochaine d'un corps de gardes-frontières" et "la création en 2019 de la ré-

gion militaire de Taoudéni", une région administrative récemment créée.

De nombreux habitants de Tombouctou se sont affirmés inquiets de l'insécurité.

"Monsieur le Premier ministre, il faut régler le problème d'insécurité. Il y a des braquages, des vols de véhicule. Nous vivons la peur au ventre", a déclaré Moustapha Maïga, de la coordination de la jeunesse de Tombouctou, lors d'une rencontre samedi avec le Premier ministre Maïga. Cinq véhicules appartenant à des civils ont été enlevés cette semaine dans la

région de Tombouctou, a affirmé à l'AFP une source de sécurité.

"Ce sont des bandits, alliés aux terroristes qui commettent ces braquages. Chacun doit choisir son camp et aider les forces de sécurité et de défense. L'Etat ne reculera pas devant ses responsabilités", a répondu le Premier ministre malien à la population.

Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda, à la faveur de la déroute de l'armée face à la rébellion à dominante touareg, d'abord alliée à ces

groupes qui l'ont ensuite évincée.

Les jihadistes en ont été en grande partie chassés ou dispersés à la suite du lancement en janvier 2013, à l'initiative de la France, d'une intervention militaire, qui se poursuit actuellement.

Mais des zones entières échappent au contrôle des forces maliennes, françaises et de l'ONU, régulièrement visées par des attaques meurtrières, malgré la signature en 2015 d'un accord de paix censé isoler définitivement les jihadistes.